

Art. 8. Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 2010, la date "31 décembre 2011" est remplacée par le membre de phrase "31 décembre 2013 et à condition que le mineur est encore éligible à l'aide à la jeunesse régulière".

Art. 9. L'article 11 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 11. Par dossier complexe, l'offre d'aide individualisée particulière peut être subventionnée jusqu'à un montant maximal de 20.000 euros par an. A la demande de la concertation régionale intersectorielle, et sur la base d'une demande motivée, la commission peut autoriser que le montant de subvention maximal pour l'année en cours soit dépassé pour une demande d'aide à attribuer par priorité. La subvention consiste en une intervention de 100 % pour l'offre d'aide individualisée particulière.

Le montant de subvention maximal, visé à l'alinéa premier, est lié à l'indice des prix, calculé et dénommé pour l'application de l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. L'indice de base est l'indice pivot en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Le montant de subvention est ajusté chaque fois le 1^{er} janvier de l'année calendaire selon la formule :

montant de la subvention x indice au 1^{er} janvier de l'année calendaire / indice de base au 1^{er} janvier 2011."

Art. 10. A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 2010, le membre de phrase "au plus tard le 31 mars 2012" est remplacé par le membre de phrase "au plus tard le 31 mars 2014".

Art. 11. L'article 14 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 14. La concertation régionale intersectorielle évalue, avec le concours du mineur ou de ses parents ou responsables de l'éducation, la mise en œuvre du plan d'aide et l'affectation des ressources, et en fait rapport auprès de la commission, pour la première fois six mois après l'agrément comme demande d'aide à attribuer par priorité, et ensuite annuellement.

La commission peut décider d'arrêter le subventionnement de l'offre d'aide individualisée particulière, visée à l'article 11."

Art. 12. Dans les intitulés des sections 1 et 2 du chapitre V du même arrêté, les mots "dossiers complexe", sont remplacés par les mots "demandes d'aide à attribuer par priorité".

Art. 13. Dans l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 2010, la date "31 décembre 2011" est remplacée par la date "31 décembre 2013".

Art. 14. Le présent arrêté s'applique à tous les dossiers qui sont agréés par la commission après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ou qui sont agréés depuis le début de l'expérience au 1^{er} janvier 2009 et pour lesquels aucun plan d'aide n'est encore approuvé ou pour lesquels un nouveau plan d'aide est établi après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2086

[2011/204089]

20 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 3, alinéa 4, et 21, alinéa 3;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.29-11, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, et D.66, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'avis n^o 49.156/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il convient de modifier l'intitulé de la rubrique 61.20.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées afin de transposer correctement le point 8, a), de l'annexe I^{re} de la Directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement; qu'en effet, la rubrique 61.20.01 prévoit un seuil différent de celui fixé par le point 8, a), de l'annexe I^{re} de la directive; que cette rubrique prévoit que la construction de ports et d'installations portuaires capables d'accueillir 25 bateaux, y compris les ports de pêche est soumise à une étude d'incidences sur l'environnement alors que la directive prévoit que les voies navigables et ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes sont soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant qu'il convient de modifier la rubrique 21.11 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées afin de transposer correctement le point 18, a), de l'annexe I^{re} de la Directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985, qu'en effet la rubrique 21.11.01 prévoit un seuil en-deçà duquel la réalisation d'une étude d'incidences n'est pas obligatoire en ce qui concerne les installations industrielles destinées à la fabrication de pâtes à papier, à partir du bois ou d'autres matières fibreuses ou non fibreuses alors que le point 18, a), de l'annexe I^{re} de la directive n'en prévoit pas;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article R.41-9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est complété par le point 3^o rédigé comme suit :

« 3^o les informations relatives à la nature de la décision susceptible d'être prise. »

Art. 2. A l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'intitulé de la rubrique 61.20.01 est remplacé par l'intitulé suivant :

« Construction de ports et d'installations portuaires capables d'accueillir 30 bateaux de 24 mètres ou des bateaux de plus de 1 350 tonnes, y compris les ports de pêche, à l'exclusion des installations visées sous 61.20.03 »;

2^o la rubrique 21.11 est remplacée par ce qui suit :

«

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
21.11 Fabrication de pâtes à papier						
21.11.01 Installation industrielle destinée à la fabrication de pâtes à papier, à partir du bois ou d'autres matières fibreuses ou non fibreuses	1	X	DEE			

».

Art. 3. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2086

[2011/204089]

20. JULI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3, Absatz 4, und 21, Absatz 3;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.29-11, § 1, Absatz 2, 2^o und D.66, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des am 26. Januar 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 49.156/4;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, den Titel der Rubrik 61.20.01 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten abzuändern, um den Punkt 8, a), der Anlage I der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten richtig umzusetzen; dass in der Rubrik 61.20.01 in der Tat ein anderer Schwellenwert vorgesehen ist als derjenige, der in Punkt 8, a) der Anlage I der Richtlinie festgelegt wurde; dass in dieser Rubrik vorgesehen ist, dass der Bau von Häfen und Hafenanlagen, die 25 Schiffe aufnehmen können, einschließlich der Fischereihäfen, einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt, während in der Richtlinie jedoch vorgesehen ist, dass die Schifffahrtswege und Häfen für die Binnenschifffahrt, die Schiffen mit mehr als 1 350 Tonnen zugänglich sind, einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterliegen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Rubrik 21.11 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten abzuändern, um den Punkt 18, a) der Anlage I der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten richtig umzusetzen; dass in der Rubrik 21.11.01 in der Tat ein Schwellenwert vorgesehen ist, unterhalb dessen die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung nicht vorgeschrieben ist, was die zur Herstellung von Papierstoff aus Holz oder aus anderen faserigen oder nicht faserigen Stoffen bestimmten Industrieanlagen betrifft, während in Punkt 18, a) der Anlage I der Richtlinie jedoch kein Schwellenwert vorgesehen ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel R.41-9, § 1, Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch einen Punkt 3° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“3° die Informationen hinsichtlich der Art des Beschlusses, der gefasst werden könnte.”

Art. 2 - In der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Überschrift der Rubrik 61.20.01 wird durch folgende Überschrift ersetzt:

„Bau von Häfen und Hafenanlagen, die 30 Schiffe von 24 Metern oder von mehr als 1 350 Tonnen aufnehmen können, einschließlich der Fischereihäfen, mit Ausnahme der unter 61.20.03 erwähnten Anlagen;“

2° die Rubrik 21.11 wird durch Folgendes ersetzt:

“

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
21.11 Herstellung von Holzstoff und Zellstoff						
21.11.01 Industrieanlage, die zur Herstellung von Papierstoff aus Holz oder aus anderen faserigen oder nicht faserigen Stoffen bestimmt ist	1	X	DEE			

”.

Art. 3 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2086

[2011/204089]

20 JULI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek en van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, vierde lid, en 21, derde lid;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.29-11, § 1, tweede lid, 2°, en D.66, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het regelgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het advies nr. 49.156/4 van de Raad van State, gegeven op 26 januari 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het opschrift van rubriek 61.20.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten gewijzigd dient te worden met het oog op de correcte omzetting van punt 8, a), van bijlage I bij Richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten; dat rubriek 61.20.01 immers in een andere drempel voorziet dan die bedoeld onder punt 8, a), van bijlage I bij de richtlijn; dat die rubriek voorziet dat de bouw van havens en haveninstallaties voor 25 schepen, met inbegrip van vissershavens, aan een milieueffectbeoordeling wordt onderworpen, terwijl de richtlijn bepaalt dat zulks het geval is voor de waterwegen en havens voor de binnenvaart die bevaarbaar zijn voor schepen van meer dan 1 350 ton;

Overwegende dat rubriek 21.11 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten gewijzigd dient te worden met het oog op de correcte omzetting van punt 18, a), van bijlage I bij Richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985; dat rubriek 21.11.01 immers voorziet in een drempel waaronder geen milieueffectbeoordeling uitgevoerd moet worden wat betreft de industriële installaties voor de vervaardiging van basispapier en -karton, vanaf hout of overige al dan niet vezelige stoffen, terwijl punt 18, a), van bijlage I bij de richtlijn daar niet in voorziet;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel R.41-9, § 1, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met volgend punt 3° :
« 3° informatie over de aard van de beslissing die genomen kan worden. »

Art. 2. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift van rubriek 61.20.01 wordt vervangen door volgend opschrift :

« Bouw van havens en haveninstallaties, met inbegrip van vissershavens, voor 30 schepen van 24 meter of voor schepen van meer dan 1 350 ton, met uitsluiting van de installaties bedoeld sub 61.20.03 »;

2° rubriek 21.11 wordt vervangen als volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
21.11 Vervaardiging van papierpap						
21.11.01 Industriële installatie voor de vervaardiging van papierpap vanaf hout of overige al dan niet vezelige stoffen	1	X	DEE			

».

Art. 3. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen, alsmede de desbetreffende administratieve beroepen, worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2011/202717]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 20 juin 2011, Mme GEENS, Nancy, est nommée juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Bruxelles en remplacement de M. STROOBANTS, Gaston, dont elle achèvera le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2011/202717]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 20 juni 2011, is Mevr. GEENS, Nancy, benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werkgever bij de arbeidsrechtbank van Brussel ter vervanging van de heer STROOBANTS, Gaston, wiens mandaat zij zal voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C - 2011/22264]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Conseil technique des moyens diagnostiques et de matériel de soins, institué auprès du Service des soins de santé. — Renouvellement de mandats. — Nomination de membres

Par arrêté royal du 19 juillet 2011, sont renouvelés pour un terme de quatre ans, prenant cours le 28 décembre 2010, en qualité de membres du Conseil technique des moyens diagnostiques et de matériel de soins, institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, les mandats de :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2011/22264]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Technische raad voor diagnostische middelen en verzorgingsmiddelen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Benoeming van leden

Bij koninklijk besluit van 19 juli 2011, worden hernieuwd voor een termijn van vier jaar, ingaande op 28 december 2010, als leden van de Technische raad voor diagnostische middelen en verzorgingsmiddelen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, de mandaten van :